

# SUPPLEMENTARY CONVENTION

RESPECTING THE

## COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN CANADA AND FRANCE

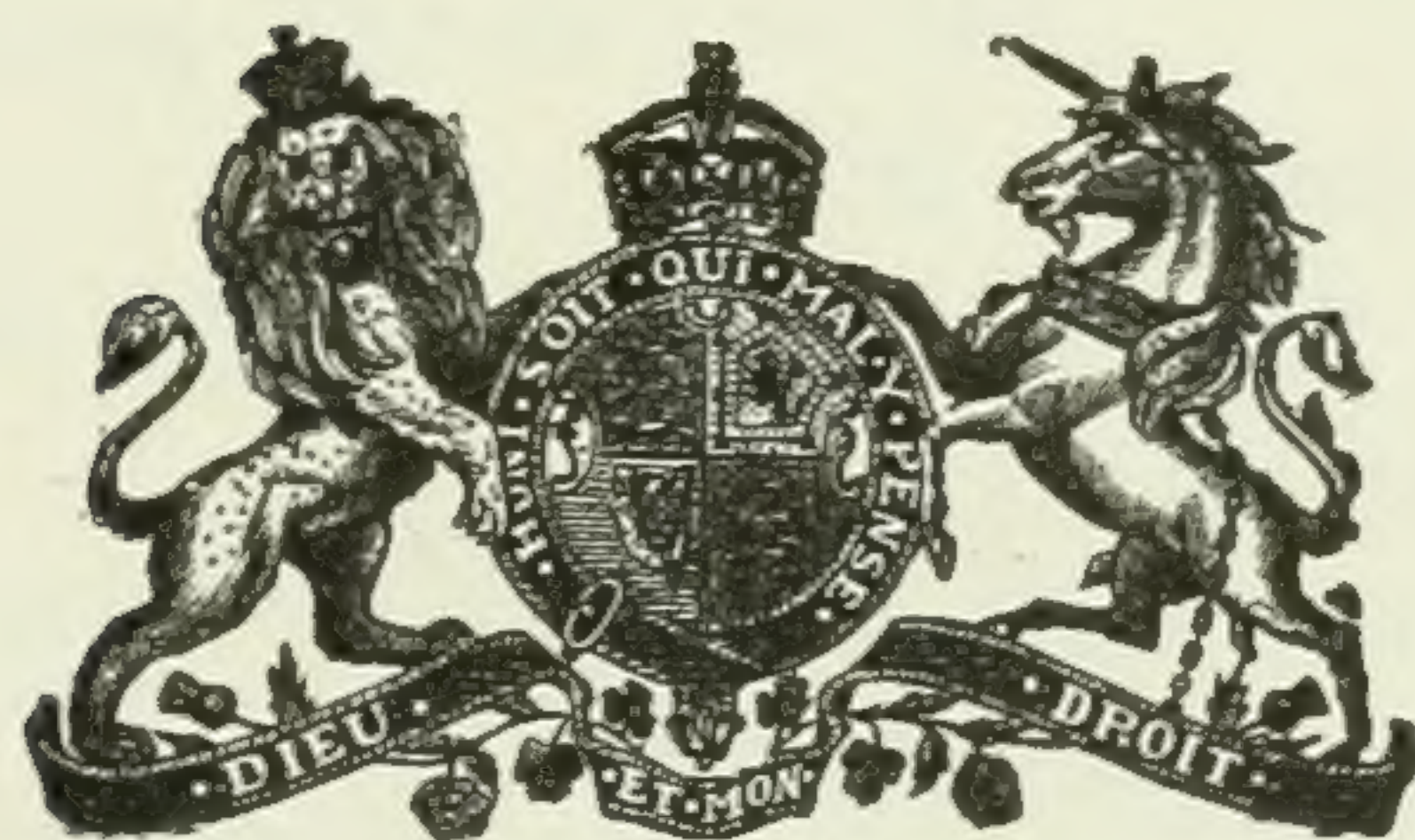
---

## CONVENTION COMPLEMENTAIRE DE COMMERCE

ENTRE

## LE CANADA ET LA FRANCE

*PRINTED BY ORDER OF PARLIAMENT*



OTTAWA

PRINTED BY C. H. PARMELEE, PRINTER TO THE KING'S MOST  
EXCELLENT MAJESTY

1909

[No. 101—1909.]







## SUPPLEMENTARY CONVENTION RESPECTING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN CANADA AND FRANCE.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, AND THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of further improving and extending the commercial relations between Canada and France, have resolved to conclude with that object a Convention supplementary to the Convention of September 19th, 1907, and have named as their representative Plenipotentiaries, that is to say:

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA:

His Excellency the Right Honourable Francis Leveson BERTIE, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Knight Grand Cross of the Royal Victorian Order, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Government of the French Republic;

The Honourable William Stevens FIELDING, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council of Canada, a Member of the Parliament of Canada, Minister of Finance and Receiver General of Canada; AND THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC:

Mr. Stephen PICHON, Senator, Minister of Foreign Affairs;

Mr. Joseph CAILLAUX, Deputy, Minister of Finance;

Mr. Jean CRUPPI, Deputy, Minister of Commerce and Industry;

Mr. Joseph RUAU, Deputy, Minister of Agriculture.

Who, after communicating to each other their respective full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles:

## CONVENTION COMPLEMENTAIRE DE COMMERCE ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, également animés du désir d'améliorer et d'étendre les relations commerciales entre le Canada et la France, ont résolu de conclure une Convention complémentaire de la Convention du 19 septembre 1907, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES:

Son Excellence le Très Honorable Sir Francis Leveson BERTIE, Chevalier Grand' Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Chevalier Grand' Croix du Très Honorable Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, Chevalier Grand' Croix de l'Ordre Royal Victoria, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République Française:

L'honorable William Stevens FIELDING, Membre de l'Honorable Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre du Parlement du Canada, Ministre des Finances et Receveur Général du Canada; ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

M. Stéphen PICHON, Sénateur, Ministre des Affaires Etrangères;

M. Joseph CAILLAUX, Député, Ministre des Finances;

M. Jean CRUPPI, Député, Ministre du Commerce et de l'Industrie;

M. Joseph RUAU, Député, Ministre de l'Agriculture.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:



8-9 EDWARD VII., A. 1909

## ARTICLE 1.

The schedule A annexed to the Commercial Convention of September 19th, 1907, between Canada and France is modified as follows:

Canadian products enjoying the minimum tariff:

No. of French Tariff.	Products.	Observations.
4	Oxen	} To the exclusion of animals in fat condition for butchering.
5	Cows	
6	Bulls	
7	Bullocks, Steers and Heifers.	

## ARTICLE 2.

The state of the animals included in Article I shall, under the conditions of the declarations contained in the notes attached to this Convention, be determined by sworn special Agents of the Ministry of Agriculture, whose findings shall be final.

## ARTICLE 3.

This Convention, after being approved by the Parliament of Canada and by the French Chambers, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as practicable.

It shall come into force immediately after the completion of that formality and shall remain in force for a period of ten years, unless, however, one of the contracting Parties shall within such period signify to the other Party its intention to terminate this Convention, in which case this Convention shall cease to have effect twelve months after the reception by the other Party of the notification as above.

In case neither of the Contracting Parties shall have signified before the expiry of such term the intention of terminating this supplementary Convention, it shall remain binding until expiry of twelve months from the day on which either of the two Parties shall have denounced it.

## ARTICLE 1.

Le tableau A annexé à la Convention de commerce du 19 septembre 1907, entre le Canada et la France est modifié ainsi qu'il suit:

Produits canadiens bénéficiant du tarif minimum:

N° de tarifs français.	Désignation des produits.	Observations.
4	Boeufs	} à l'exclusion des animaux en état d'engraissement pour la boucherie.
5	Vaches	
6	Taureaux	
7	Bouvillons, Taurillons et Génisses.	

## ARTICLE 2.

L'état des animaux compris à l'article premier sera, dans les conditions précisées par les lettres ci-après annexées, déterminé par les Agents spéciaux assermentés du Ministère de l'Agriculture, dont les constatations seront définitives.

## ARTICLE 3.

La présente Convention, après avoir été approuvé par le Parlement du Canada et par les Chambres Françaises, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur immédiatement après l'accomplissement de cette formalité et demeurera exécutoire pendant une période de dix années, à moins cependant que l'une des parties contractantes ne vienne, au cours de cette période, à notifier à l'autre partie son intention de mettre fin à la Convention, auquel cas la présente Convention cessera ses effets douze mois après la réception par l'autre partie de la notification en question.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié avant l'expiration du terme ainsi fixé son intention de faire cesser les effets de la présente Convention complémentaire, celle-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration de douze mois, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties l'aura dénoncée.



## SESSIONAL PAPER No. 101

IN WITNESS WHEREOF the respective Plenipotentiaries have signed this Convention supplementary and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Paris, on the 23rd January, 1909.

[L.S.]  
Signed  
[L.S.] { FRANCIS BERTIE,  
W. S. FIELDING.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont dressé la présente Convention complémentaire et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 23 janvier 1909.

[L.S.]  
[L.S.]  
[L.S.]  
[L.S.] Signé { S. PICHON,  
J. CAILLAUX,  
JEAN CRUPPI,  
J. RUAU.



8-9 EDWARD VII., A. 1909

## ANNEXES.

PARIS, le 8 janvier 1909.

*Monsieur Fielding, ministre des Finances du Gouvernement canadien, à monsieur Ruau, ministre de l'Agriculture de la République Française.*

MONSIEUR LE MINISTRE,—A la suite des négociations poursuivies depuis quelques jours entre le Gouvernement français et moi-même tendant à la modification du tableau A de la Convention commerciale franco-canadienne du 19 septembre 1907 par l'exclusion, de la liste des produits canadiens jouissant du bénéfice du tarif minimum, des animaux en état d'engraissement pour la boucherie, j'ai examiné votre suggestion d'adopter un pourcentage de viande nette comme ligne de démarcation entre les animaux bénéficiant du tarif minimum et ceux qui en sont exclus. Je suis d'opinion qu'il ne serait pas opportun d'inclure ce *modus operandi* dans la Convention elle-même, car cette suggestion ne touche qu'au mode d'exécution.

Je préférerais que la rédaction projetée fût inscrite dans notre accord en termes généraux qui indiqueraient bien notre pensée commune, et je laisserais au Gouvernement français le soin de donner à cette clause complémentaire une interprétation juste et équitable au moyen de règlements de douane. Si les autorités françaises croient devoir adopter cette méthode de pourcentage, nous n'y objectons aucunement car elle pourrait être changée ou modifiée au cas où l'expérience démontrerait que cette méthode ne donne pas satisfaction, et le Gouvernement canadien se réserverait alors le droit de faire les représentations voulues à votre Gouvernement.

Veillez accepter, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé W. S. FIELDING.

PARIS, le 8 janvier 1909.

*Monsieur Ruau, Ministre de l'Agriculture de la République Française, à Monsieur Fielding, Ministre des Finances du Gouvernement canadien.*

EXCELLENCE,—Les négociations qui se sont poursuivies ces jours derniers entre vous et le Gouvernement français avaient pour effet, en ce qui concerne mon Département de modifier le tableau A de la Convention franco-canadienne du 19 septembre 1907, par l'exclusion, aux articles 4, 5, 6, 7 de la liste des produits canadiens devant jouir du tarif minimum, des animaux en état d'engraissement pour la boucherie. Vous avez bien voulu me faire savoir, par votre lettre en date du 8 janvier 1909 que, sans repousser le système de la fixation d'un pourcentage de viande nette comme moyen d'établir une ligne de démarcation entre les animaux qui ne devront acquitter que les droits du tarif minimum et ceux soumis aux droits du tarif général, vous préféreriez que la rédaction projetée fût inscrite dans notre accord en termes généraux. Vous avez ajouté que vous laissiez au Gouvernement français, le soin de donner à cette clause une interprétation juste et équitable, au moyen de règlements de douane. Dans le cas où les autorités françaises adopteraient la méthode de pourcentage dont il est parlé plus haut, le Gouvernement canadien n'y ferait aucune objection, étant entendu que si l'expérience démontrait qu'elle ne donne pas satisfaction, votre Gouvernement se réservait alors le droit de faire les représentations voulues au gouvernement français.

J'ai l'honneur, en réponse à votre communication, de vous informer que nous sommes pleinement d'accord sur la rédaction suivante à inscrire au Tableau A de la



## SESSIONAL PAPER No. 101

Convention du 19 septembre 1907 intéressant les produits canadiens jouissant du tarif minimum.

N° du tarif français.	Produits.
4. . . . .	Bœufs (1)
5. . . . .	Vaches (1)
6. . . . .	Taureaux (1)
7. . . . .	Bouvillons, taurillons et génisses (1)

(1) A l'exclusion des animaux en état d'engraissement pour la boucherie.

En ce qui concerne le système à appliquer pour apprécier quels seront les animaux à soumettre soit au régime du tarif minimum, soit au régime du tarif général, le Gouvernement français se réserve la faculté de suivre la méthode du pourcentage de viande nette ou tout autre juste et équitable. Etant bien entendu d'ailleurs, et pour éviter toute contestaion entre les importateurs et le Gouvernement français, que l'état des animaux au point de vue qui nous occupe sera déterminé par des agents spéciaux assermentés, du ministère de l'Agriculture, dont les constatations seront définitives.

J'ajouterai que, dans le cas improbable où l'expérience démontrerait à nos deux Gouvernements, et en se basant sur une série de faits bien constatés, que la méthode appliquée par l'Administration française est défectueuse, le Gouvernement canadien et le Gouvernement français rechercheraient d'un commun accord, un autre *modus operandi*.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE.

(Signé) J. RUAU.

# TRANSLATION OF LETTERS ANNEXED TO THE CONVENTION.

PARIS, January 8, 1909.

*Mr. Fielding, Minister of Finance of the Canadian government, to Mr. Ruau, Minister of Agriculture of the French Republic.*

SIR,—As a result of the recent negotiations between members of the French Government and myself with a view to the re-casting of Schedule 'A' of the Franco-Canadian Commercial Convention of the 19th September, 1907, by the exclusion, from the list of the Canadian products enjoying the benefit of the minimum tariff, of animals in fat condition for butchering, I have considered your suggestion to adopt a percentage of neat meat as a line of demarcation between animals to be admitted under the minimum tariff and those excluded therefrom. I am of opinion that it would not be expedient to include this *modus operandi* in the Convention itself as it touches only the methods of carrying out what is proposed.

I would prefer that the proposed formula be inscribed in our agreement in general terms indicating our mutual understanding, and I would leave with the French Government the duty of giving to this complementary clause a fair and reasonable interpretation by means of Customs regulations. We would have no objection whatever to the adoption by the French authorities of the percentage method, should they prefer that method, as it could be changed or modified in case the working out of said method would demonstrate that it does not give satisfaction, and the Canadian Government would reserve then to itself the right of making necessary representations to your Government.

I am, sir, with the highest regard,  
Yours very truly,

(Signed.) W. S. FIELDING.



8-9 EDWARD VII., A. 1909

PARIS, January 8, 1909.

*Mr. Ruau, Minister of Agriculture of the French Republic, to Mr. Fielding, Minister of Finance of the Canadian Government.*

EXCELLENCY,—The object of the negotiations which have been proceeded with for these last few days between yourself and the French Government, was, as far as my own Department is concerned, to modify Schedule 'A' of the Franco-Canadian Convention of September 19, 1907, by the exclusion from items 4, 5, 6, 7 of the list of the Canadian products admitted to the benefits of the minimum tariff, of animals in fat condition for butchering. By your letter dated January 8, 1909, you were good enough to let me know that, without rejecting the suggested system of a fixed percentage of neat meat as a fair line of demarcation between animals enjoying the minimum tariff and those submitted to the general tariff, you would prefer that the proposed change should be inscribed in our agreement in general terms; and you add to this that you would leave to the French Government the duty of interpreting this clause as fairly and reasonably as possible by means of Customs regulations. In case of the adoption by the French authorities of the percentage system above mentioned, the Canadian Government would make no objection to said adoption, it being understood that should the experiment be found unsatisfactory, your Government would reserve to itself the right of making the necessary representations to the French Government.

In answer to your communication, I have the honour to inform you that we are fully in accord as to the following formula to be used in Schedule 'A' of the Convention of September 19th, 1907, as to the Canadian products enjoying the minimum tariff:—

No. of the French tariff.	Products.
4 . . . . .	Oxen (I)
5 . . . . .	Cows (I)
6 . . . . .	Bulls (I)
7 . . . . .	Bullocks, steers, and heifers (I)

(I) To the exclusion of animals in fat condition for butchering.

With regard to the system to be applied in order to ascertain what animals are to be subject to the minimum tariff and what to the general tariff, the French Government reserves to itself the right to follow the method of the percentage of neat meat or any other fair and equitable method, it being well understood, that, in order to avoid any dispute between the importers and the French Government, the condition of the animals, as to the matter in hand, shall be determined by duly sworn special agents of the Ministry of Agriculture, whose findings shall be final.

I beg to add that in the unlikely event of experience founded on a series of well authenticated instances demonstrating to our two governments that the method adopted by the French Government is defective the Governments of Canada and France would jointly seek another *modus operandi*.

May I beg you will kindly accept, Excellency, the assurance of my high esteem.

THE MINISTER OF AGRICULTURE,

(Signed.) J. RUAU.